

« Tous comptes faits »,

Pas d'intéressement pour les salariés Ouest-France

L'entreprise a bien les reins solides, mais ce ne sera pas ses salariés qui en profiteront. Une fois de plus la trésorerie de **Ouest-France finance les autres sociétés du groupe pour près de 31 M€**, avec un versement d'1,8M€ de dividende versés à SIPA. Qu'en est-il de la reconnaissance du travail des salariés d'Ouest-France ? Une participation réduite à peau de chagrin et encore moins d'intéressement. Ce mécanisme comptable est bien huilé afin que nos actionnaires puissent percevoir des dividendes.

Nos abonnés restent fidèles et les abonnements numériques grimpent en flèche. Nos recettes sont bonnes. Mais près de la moitié s'envolent vers Sipa et Intrasipa. Nous finançons le bâtiment Additi à hauteur de 12,5 M€. **Nous aidons les filiales en difficultés** comme Précom

qui a reçu 2,3M€ et cette aide sera pérenne. La direction, ne lâche pas, non plus, le Pôle Mer avec 1,2 M€ versé en 2019. Nous y avons laissé 10 M€ à ce jour. « Cela n'a rien de satisfaisant », c'est le moins que l'on puisse dire Monsieur Echelard !

Les charges de personnel, elles sont en baisse. Le reste part dans les investissements dont 3,75M€ pour les logiciels. Ces investissements sur le numérique donnent droit à des aides de l'État. Certains logiciels comme Eidos, à la rédaction, explose toutes les prévisions. Un budget initial de 5 millions d'euros qui atteint à ce jour 13 M€. Cet outil éditorial et les besoins du journal, à la fabrication complexe et unique, ont bien mal été évalués. Qui a fait le cahier des charges ? Si les utilisateurs avaient été entendus, la facture serait moins salée. Les référents aguerris et expérimentés n'ont plus voix au chapitre. Ce n'est pas faute d'avoir prévenu.



Résultat des courses, il ne reste rien à redistribuer aux salariés du journal. **Cela devient une fâcheuse habitude qui s'ajoute à celle de ne plus donner d'augmentation salariale générale.** C'est pourtant notre travail qui fait vivre le journal Ouest-France et au final l'ensemble du groupe.

Parce que nous faisons partie d'un groupe (et d'un sous-groupe Ouest-France, Additi, Précom, Ofm, Pôle mer, Edilarge, OPS) des salariés Ouest-France et sur la base du volontariat, sont de plus en plus nombreux à passer Intrasispa, 27 à ce jour. Ils ont su compenser leur passage sous la convention collective Syntec qui ne donne plus aucun avantage. Ces hauts salaires partent avec des conditions très favorables afin de conserver, à l'identique, leur niveau de vie. Un beau « **sac à dos social** » comme cadeau. Ce qui signifie réintégrer tous les avantages sociaux perdus, sous forme de salaire. Et hop, ni vu ni connu je t'embrouille.

Le problème c'est qu'ils sortent alors de la masse salariale du journal, au détriment du budget des aides sociales (chèques vacances entre autres), qui diminue pour tous ceux qui restent. A l'inverse, certains salariés Intrasispa travaillent chez nous, dans le même service mais pas pour le même salaire et sans aucun avantage (nombre de jours de congés, 13^e mois...). Ces salariés ci, n'ont sûrement pas eu le choix.

Choquant, non ? **Des politiques sociales variables.** Tout est fait pour nous désolidariser les uns des autres. Où sont les valeurs et le positionnement éthique d'Ouest-France dont nous sommes fiers, et dont vous parlez Monsieur Echelard ?

D'autre part, est-ce en s'obstinant à réduire les éditions que nous conserverons et gagnerons de nouveaux lecteurs ? Les locales ont besoin d'espaces d'expressions proches de nos lecteurs, ce sont eux qui nous le disent. **Notre maillon fort, la Locale, une fois de plus réaffirmé.** Il est temps de déconfiner le journal car nos lecteurs aspirent à retrouver leurs informations locales.

La direction dit qu'elle n'est pas contrainte par la crise sanitaire mais bien décisionnaire de ces choix. Celui de ne pas redistribuer à ses salariés le fruit de leur travail relève de l'injustice. Une reconnaissance en monnaie sonnante et trébuchante est indispensable.

La solidarité est notre guide mais pas au point d'y laisser notre quote-part. Pas question d'accepter cette politique patronale, indigne de notre histoire et de nos valeurs. **Pour la CGT, le bénéfice du travail des salariés Ouest-France n'a pas à être aspiré en totalité par le groupe.**

Rennes, le 16 juin